



SciencesPo.

CERI
CNRS

ELECTIONS PARLEMENTAIRES DU 9 OCTOBRE 2011

QUELLES PERSPECTIVES POUR LA POLOGNE ?

Kaja Skowronska

(Doctorante au CERI-Sciences Po)

En vue des élections parlementaires du 9 octobre prochain en Pologne, le leader de l'opposition, Jarosław Kaczyński, a sommé les membres du gouvernement de se rendre au siège de son parti pour se soumettre à un entretien. Son appel a rencontré une fin de non-recevoir de la part du Premier ministre Donald Tusk qui, à son tour, a convié les membres de l'opposition à débattre à la télévision, invitation qu'ils ont déclinée. C'est ainsi que se déroule depuis quelques temps en Pologne ce que les médias appellent « le débat sur le débat ». C'est dire que la campagne électorale a bel et bien commencé.

Malgré ces aléas, les prochaines élections parlementaires devraient être sans surprise. Les sondages ne prévoient pour l'instant pas de modification fondamentale du rapport de forces actuel. Qui plus est, les électeurs polonais eux-mêmes ne

croient pas en la possibilité d'un changement radical, y compris lorsqu'ils le souhaitent¹. Ainsi, il y a de grandes chances que la Plateforme civique (PO), le parti de centre droit libéral et pro-européen du Premier ministre Donald Tusk et du président de la République Bronisław Komorowski remporte la majorité des voix, devenant ainsi non seulement la première formation de la Pologne post-communiste à terminer son mandat mais aussi à être reconduite au pouvoir. En deuxième position dans les sondages se trouve, là encore sans surprise, le parti conservateur Loi et justice (PiS), principal adversaire de la PO depuis 2005, dirigé par Jarosław Kaczyński, frère jumeau du président Lech Kaczyński, décédé dans un accident d'avion en avril 2010. Les conservateurs du PiS se prononcent en faveur d'un virage radical par rapport à la politique du gouvernement actuel, de sorte que leur victoire serait une rupture importante. Celle-ci cependant reste pour l'heure peu probable. Deux autres formations représentées dans l'actuel parlement ont des chances d'être reconduites : le parti agrarien de l'Alliance populaire polonaise (PSL), qui gouverne actuellement en coalition avec la PO, et l'Alliance de la gauche démocratique (SLD). Cette situation semble témoigner de la stabilisation du système politique polonais. Cependant, elle est également source de frustration. Le conflit opposant la PO au PiS, qui constitue le cœur de la vie publique polonaise depuis six ans, a en partie perdu son pouvoir mobilisateur et est souvent perçu comme peu constructif.

Les deux partis ont bâti leurs stratégies électorales quasi exclusivement autour de cet affrontement. Le PiS peut compter sur la fidélité de ses partisans mais pâtit de son image négative auprès d'une frange importante de l'opinion publique, et peine à augmenter significativement le nombre de ses électeurs. L'électorat de la PO est moins stable, mais la formation joue sur la peur du retour du PiS au pouvoir et sur le désir de stabilité de très nombreux Polonais. Ainsi, le conflit est payant pour les deux côtés : la PO espère mobiliser sur les dangers d'une potentielle victoire du PiS et ce dernier compte, en fustigeant les échecs de son adversaire, décourager les indécis de participer aux élections et d'apporter des voix supplémentaires à la PO.

¹ Voir par exemple le dernier rapport du centre de sondages CBOS « Wybory parlamentarne 2011 - zainteresowanie, pewność głosowania, alternatywy wyborcze, elektoraty negatywne » (« Élections parlementaires 2011 – intérêt, certitudes de vote, alternatives électorales, électors négatifs »), datant de juillet 2011 ou le sondage réalisé par GfK Polonia réalisé pour le journal Rzeczpospolita: « Kampania trwa, ale na razie niewiele zmieniła » (« La campagne est en cours, mais elle n'a pas encore changé grand-chose »), Rzeczpospolita, 1er septembre 2011.

Cependant, l'opposition entre les deux principales formations polonaises n'est pas complètement factice et recoupe certaines divisions sociales que l'on a souvent tendance à résumer en parlant des « gagnants » et des « perdants » de la transformation du pays au cours des vingt dernières années. Ce clivage n'est pas seulement d'ordre économique et social, mais aussi intellectuel et symbolique. La PO n'attire pas uniquement ceux qui ont réussi économiquement mais également ceux qui ont les moyens de comprendre et de tirer profit du modèle de société qu'elle propose ; de même, le PiS ne s'appuie pas seulement sur la frustration des exclus économiques mais sur celle de tous ceux qui ont vu leurs repères remis en cause par l'évolution de la société polonaise. Le clivage oppose donc ceux qui voient l'évolution actuelle de la société polonaise comme une opportunité à ceux qui la considèrent comme une menace. Le PiS est foncièrement pessimiste et décrit la Pologne d'aujourd'hui comme un pays vulnérable, soumis aux puissances étrangères et dont les élites trahissent et exploitent le peuple. Depuis la mort de Lech Kaczyński, ce pessimisme s'est encore accentué et le parti n'hésite pas à mettre en cause la légitimité du système politique actuel et des pouvoirs élus. La solution selon le PiS serait à chercher du côté d'un retour à une pensée plus traditionnelle, où l'individu existe en tant que partie d'un tout – la nation –, qu'il s'agit de défendre. Inversement, la PO se concentre sur une narration positive, mettant l'accent sur le succès de la Pologne et promettant toujours plus de prospérité et de confort. Elle se présente comme une formation consensuelle et, malgré certaines prises de position plutôt conservatrices, fait de l'épanouissement des citoyens son objectif prioritaire. En politique étrangère, là où le PiS prône la méfiance et la défense d'une Pologne forte, la PO fait le pari de la coopération et de la réconciliation, notamment avec ses deux grands voisins russe et allemand. De ce point de vue, ces deux partis représentent effectivement deux orientations politiques importantes et irréconciliables.

L'opposition entre les deux partis principaux semble toutefois aujourd'hui s'épuiser, en partie à cause de contradictions internes que connaissent les deux formations. La PO, dans sa volonté de s'afficher comme le parti du consensus, rassemble des opinions si divergentes qu'il lui devient difficile de donner une direction forte et cohérente à sa politique. Le PiS, au contraire, dispose d'une idéologie forte et d'un

électorat loyal, mais insuffisant pour espérer s'imposer. Les métamorphoses successives de son leader, cherchant à gagner des voix par une attitude conciliante avant de revenir à un radicalisme encore plus marqué, n'ont pas ajouté à la crédibilité du parti.

Certes, la frustration ressentie à l'égard des partis politiques traditionnels n'est pas spécifique à la Pologne. Cependant, on a récemment constaté dans ce pays l'apparition, encore timide, de propositions alternatives au combat entre le PiS et la PO. De nouveaux partis ou mouvements politiques, souvent issus de l'une ou de l'autre de ces deux formations, cherchent à dépasser cette opposition. Ainsi, l'extravagant ex-député Janusz Palikot et son Mouvement de soutien, caractérisé par un discours libéral, à la fois en matière économique et culturelle, et souvent anticlérical, est un ancien membre du parti au pouvoir. Plus à droite, le parti « La Pologne est le plus important » (PjN), formé par des personnalités exclues du PiS, se présente comme un parti plus compétent et plus modéré. Certes, ces deux formations ne jouissent pour l'heure que d'un faible soutien et le PjN a été affaibli par le départ de sa fondatrice vers la PO. Elles constituent néanmoins une tentative d'ouvrir l'échiquier politique et misent sur la lassitude des électeurs à l'égard des deux principaux partis polonais. Par ailleurs, l'introduction du scrutin uninominal majoritaire pour les élections sénatoriales a entraîné une forte mobilisation de candidats indépendants, comme notamment le mouvement « Les citoyens au Sénat ».

Du côté de la gauche, la SLD, après avoir été écartée du pouvoir au milieu des années 2000, semble aujourd'hui relever la tête. Crédité par les sondages d'environ 9% des suffrages, elle pourrait constituer un partenaire de coalition intéressant pour la PO. Elle a toutefois perdu dernièrement le soutien de certaines figures importantes, notamment de représentants du mouvement féministe et de la lutte pour les droits des homosexuels, insatisfaites par leurs places sur les listes électorales. Les électeurs de gauche existent bien mais fatigués de devoir choisir entre les deux principaux partis, tous deux de droite, ils peinent à se reconnaître dans la SLD.

L'ensemble des forces politiques émergentes adressent le même reproche aux partis majoritaires, à savoir un manque d'idées qu'ils masqueraient par leur

opposition. Un autre élément confirme cette interprétation : un grand nombre de sujets ont été inscrits à l'agenda politique par des initiatives citoyennes et non par les partis. Par exemple les quotas de femmes sur les listes électorales ont été introduits grâce à l'organisation « Congrès des Femmes », et l'initiative « Citoyens de la culture » en faveur d'une politique culturelle mieux pensée et mieux financée a eu un important retentissement dans le débat public. On peut également mentionner l'exemple d'un projet de loi sur l'union civile comparable au PACS français, proposée par la SLD mais élaborée en collaboration avec des ONG.

On le voit, les Polonais s'intéressent à des questions que la PO et le PiS ont laissées de côté. La bataille entre ces deux formations est donc loin d'épuiser le spectre des préoccupations des citoyens. Le pourcentage élevé de personnes encore indécises quant à leur vote pour les élections parlementaires du 9 octobre prochain ou déclarant ne pas souhaiter se rendre aux urnes² en est un autre signe. Si la PO est le parti qui risque de pâtir le plus de la faiblesse de la participation, c'est bien l'ensemble du paysage politique qui semble avoir perdu son pouvoir de mobilisation.

Au moment même où la Pologne voit son système politique se stabiliser, elle fait l'expérience de l'impatience des électeurs envers les partis traditionnels ainsi que de nouvelles demandes émanant des citoyens, des phénomènes que l'on retrouve dans l'ensemble des Etats européens.

² D'après le rapport de CBOS cité plus haut, 18% des électeurs comptent s'abstenir, 26% ne savent pas encore s'ils vont voter et 27% souhaitent se rendre aux urnes mais n'ont pas encore décidé pour quel parti.